

I. CONTEXTE

Introduction — Les Nations unies ont convoqué le Sommet mondial pour le développement social (SMDS) afin de discuter des problèmes de développement social sous quatre grands thèmes : l'élimination de la pauvreté, l'emploi, l'intégration sociale et la création de milieux propices au développement social à l'échelle nationale et internationale. Les représentants de 186 pays, dont 118 chefs d'État ou de gouvernement, ont assisté au Sommet, l'un des plus importants de toute l'histoire de l'ONU.

Les délibérations, qui ont porté sur toute une gamme de sujets, ont abouti à la Déclaration de Copenhague et au Programme d'action, en vertu desquels les participants se sont engagés à atteindre 10 objectifs, à savoir : un environnement favorable au développement social, l'élimination de la pauvreté, le plein emploi, l'intégration sociale, l'égalité des sexes, l'accès universel à l'éducation et à la culture, l'Afrique et les pays les moins avancés, l'ajustement structurel, l'exploitation des ressources et le renforcement du développement social au sein du système international. Le Sommet a débouché sur le plus important consensus jamais obtenu et influera pendant de nombreuses années sur les politiques sociales et économiques à l'échelle internationale.

Conclusions et concepts — La plupart des conclusions du Sommet s'inscrivent dans le cadre de la politique étrangère du Canada, mais l'approche préconisée pourrait modifier notre façon de gérer le développement social au cours des années à venir. Par exemple, même si la communauté internationale convient en général que les pays ont besoin de se développer sur le plan économique, on a souvent supposé que la population profiterait indirectement de la croissance et d'une saine gestion de l'économie. Or, le Sommet a conclu que la population était à la fois agent et bénéficiaire du développement économique et que l'absence de développement social aboutissait à sa marginalisation dans le processus de développement. En plus de favoriser l'adoption de saines politiques macro-économiques, le Sommet a invité les pays à se soucier davantage de l'équité et à intégrer la politique sociale à la politique et à la planification économiques et environnementales. Le Sommet a avalisé une approche centrée sur la personne : dans l'ensemble des documents, on insiste d'ailleurs sur les droits et responsabilités des personnes.

Participation et contribution du Canada — Le Canada est l'un des rares pays à avoir effectué de vastes consultations sur le Sommet et à avoir appuyé la tenue, d'un bout à l'autre du pays, de consultations avec les provinces et au sein de la société civile, auxquelles ont participé notamment des particuliers, des syndicats, le secteur privé, des partis politiques, des groupes autochtones, des organisations communautaires, des coopératives, des organisations sans but lucratif, des organisations non gouvernementales, des établissements d'enseignement, des médias et des groupes d'information publique. Les consultations gouvernementales et non gouvernementales ont bénéficié du nouveau dialogue qui s'est établi entre les spécialistes et les militants du domaine de la politique sociale et du développement